

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2371

[2009/202863]

30 AVRIL 2009. — Décret portant des dispositions en matière de Fonction publique locale (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article L1212-1, alinéa 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le 1^o est remplacé par la disposition suivante :

"1^o le cadre, les conditions de recrutement et d'avancement, ainsi que les conditions et procédure d'évaluation des agents de la commune."

Art. 2. Dans le Livre II, Titre premier, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un chapitre VII intitulé "Inaptitude professionnelle" est ajouté.

Il est complété des articles suivants :

"Art. L1217-1. Le Conseil peut prévoir la démission d'office des agents de la commune visés à l'article L1215-8 pour inaptitude professionnelle, comme conséquence négative de l'évaluation.

Le Conseil communal fixe de manière générale les modalités de calcul et de liquidation de l'indemnité de départ versée à l'agent. L'indemnité doit être proportionnelle à l'ancienneté de l'agent dans la commune et ne peut, en aucun cas être inférieure à :

- trois mois de traitement pour les agents de moins de dix ans d'ancienneté de service au sein de la commune ou du C.P.A.S. d'un même ressort;
- six mois de traitement pour les agents qui ont entre dix et vingt ans d'ancienneté de service au sein de la commune ou du C.P.A.S. d'un même ressort;
- neuf mois de traitement pour les agents qui ont plus de vingt ans d'ancienneté de service au sein de la commune ou du C.P.A.S. d'un même ressort.

Art. L1217-2. § 1^{er}. La décision de démettre d'office un agent pour inaptitude professionnelle est prononcée, après audition, par le Conseil, sur rapport du Collège.

Elle est notifiée sans délai à l'intéressé, soit par lettre recommandée à la poste, soit par la remise contre accusé de réception. A défaut de notification dans les dix jours ouvrables, elle est réputée rapportée.

La notification fait mention des recours prévus par la loi ou par le décret et du délai dans lequel ceux-ci peuvent être exercés.

§ 2. L'agent dispose d'un délai de trente jours prenant cours le premier jour ouvrable qui suit la notification de la décision de le démettre d'office pour inaptitude professionnelle, pour saisir, par pli recommandé, la Chambre de recours visée à l'article L1218-1 et suivants.

La Chambre de recours émet un avis motivé à l'attention du Gouvernement sur la délibération du Conseil communal portant décision de démission d'office pour inaptitude professionnelle. Cet avis est "favorable" ou "défavorable". Il est rendu et notifié, accompagné du dossier complet, dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la décision.

La saisine de la Chambre de recours est suspensive de la décision du Conseil communal jusqu'à la décision du Gouvernement ou jusqu'à l'expiration du délai imparti au Gouvernement pour statuer.

§ 3. En l'absence de saisine de la Chambre de recours dans le délai imparti, le Conseil communal adresse sa délibération au Gouvernement. Les Titres I^{er} et II du Livre premier de la Troisième Partie du présent Code sont d'application.

La décision de démission d'office pour inaptitude professionnelle est suspendue jusqu'à l'expiration du délai de trente jours visé au paragraphe 2, alinéa 1^{er}."

Art. 3. Dans le Livre II, Titre premier, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un chapitre VIII intitulé "De la Chambre de recours" est ajouté.

Il est complété des articles suivants :

"Art. L1218-1. Une Chambre de recours régionale compétente pour connaître des recours à l'encontre des décisions de démission d'office pour inaptitude professionnelle est constituée.

Art. L1218-2. § 1^{er}. La Chambre de recours se compose de :

- 1^o un président et un vice-président;
- 2^o six assesseurs effectifs et six assesseurs suppléants.

Elle est assistée par un greffier effectif et un greffier suppléant.

§ 2. Le président et le vice-président sont désignés par le Gouvernement parmi les magistrats effectifs ou honoraires.

Deux assesseurs effectifs et deux suppléants sont désignés par l'Union des Villes et Communes de Wallonie.

Un assesseur effectif et un suppléant sont et l'Association des Provinces wallonnes.

Trois assesseurs effectifs et suppléants sont désignés par les organisations syndicales représentatives au sens de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Les assesseurs désignés doivent être agréés par le Gouvernement. Le refus d'agrément est soumis au Comité C.

Les greffiers effectif et suppléant sont désignés par le Gouvernement parmi les agents du niveau 1 de la Région.

Art. L1218-3. La Chambre de recours établit son règlement d'ordre intérieur, qui est approuvé par le Gouvernement.

Le règlement d'ordre intérieur prévoit la méthodologie de travail.

Dans les conditions et aux modalités arrêtées par le Gouvernement, les membres de la Chambre de recours perçoivent un jeton de présence.

Art. L1218-4. Le requérant a le droit, pour des motifs légitimes de demander la récusation de tout assesseur. Le président récusé l'assesseur dont l'impartialité pourrait être mise en cause.

Art. L1218-5. La Chambre de recours ne délibère valablement qu'au nombre de cinq membres au moins, soit le président ou un vice-président, quatre assesseurs parmi lesquels deux représentants les organisations syndicales et deux représentants l'Union des Villes et Communes et l'Association des Provinces wallonnes.

Art. L1218-6. Le greffier demande immédiatement le dossier complet de l'affaire à l'auteur de la décision, lequel le transmet à la chambre sans délai. Les pièces et informations complémentaires demandées sont transmises de même par retour de courrier.

Art. L1218-7. § 1^{er}. Au moins quinze jours avant son audition devant la Chambre de recours, l'agent est convoqué par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

La convocation mentionne :

1° le lieu, le jour et l'heure d'audition;

2° le droit de l'agent de se faire assister par une personne de son choix, laquelle ne peut cependant, à aucun titre, faire partie de la chambre;

3° le lieu où et les jours et heures pendant lesquelles le dossier peut être consulté;

4° le droit de demander l'audition de témoins.

§ 2. A partir de la réception de la convocation jusqu'à la veille de l'audition, l'agent peut consulter le dossier et communiquer par écrit, s'il le souhaite, ses moyens de défense à la Chambre de recours.

Art. L1218-8. § 1^{er}. Sauf cas de force majeure ou accord de la Chambre de recours, l'agent comparait en personne et ne peut y renoncer.

§ 2. L'agent qui n'a pu comparaître en personne pour cas de force majeure ou accord de la Chambre de recours est immédiatement reconvoqué.

Art. L1218-9. La Chambre de recours peut décider d'entendre des témoins, d'office ou à la demande de l'agent.

L'audition des témoins a lieu en présence de l'agent.

Art. L1218-10. Il est dressé procès-verbal de l'audition, qui reproduit fidèlement les déclarations de la personne entendue.

Si le procès-verbal est dressé à l'issue de l'audition, il est notifié à l'agent dans les huit jours de la comparution, avec invitation à le signer et à faire part de ses remarques éventuelles.

L'agent renvoie le procès-verbal avec ses remarques éventuelles dans les 8 jours de la notification. A défaut le procès-verbal est définitif.

Si l'intéressé a renoncé par écrit à être entendu ou ne s'est pas présenté à l'audition, la Chambre de recours établit, selon le cas, un procès-verbal de renonciation ou de non-comparution.

Le procès-verbal de l'audition, de renonciation ou de non-comparution comprend l'énumération de tous les actes de procédure requis par le présent Code et mentionne si chacun d'eux a été accompli.

Art. L1218-11. § 1^{er}. Sur la base de l'avis visé à l'article L1217-2, § 2, ou à défaut d'avis émis et notifié par la Chambre de recours dans le délai qui lui est imparti, le Gouvernement peut annuler la décision du Conseil de démission d'office pour inaptitude professionnelle lorsqu'elle viole la loi ou blesse l'intérêt général.

§ 2. Le Gouvernement prend sa décision et la notifie au Conseil, à l'agent et à la Chambre de recours, dans les trente jours de la réception de l'avis et du dossier ou, à défaut de la délibération du Conseil accompagnée du dossier complet. Il peut proroger ce délai une seule fois pour une durée maximale de quinze jours.

Passé ce délai, le Gouvernement ne peut plus annuler la décision de démission d'office. A défaut d'annulation par le Gouvernement dans le délai visé au § 2, la décision de démission d'office sort ses pleins et entiers effets.

§ 3. Les articles L3112-1, 3113-1 et 2 et 3115-1 et 2 sont d'application."

Art. 4. L'article L2221-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, est complété comme suit :

"Il fixe les conditions et procédure d'évaluation des agents de la province et peut prévoir la démission d'office pour inaptitude professionnelle des agents de la province.

Le Conseil provincial fixe de manière générale les modalités de calcul et de liquidation de l'indemnité de départ versée à l'agent. L'indemnité doit être proportionnelle à l'ancienneté de l'agent dans la province et ne peut, en aucun cas être inférieure à :

- trois mois de traitement pour les agents de moins de dix ans d'ancienneté de service au sein de la province;
- six mois de traitement pour les agents qui ont entre dix et vingt ans d'ancienneté de service au sein de la province;
- neuf mois de traitement pour les agents qui ont plus de vingt ans d'ancienneté de service au sein de la province."

Art. 5. Dans le Titre II, Chapitre premier, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il est inséré un article L2221-2 rédigé comme suit :

"Art. L2221-2. § 1^{er}. La décision de démettre d'office un agent pour inaptitude professionnelle est prononcée, après audition, par le Conseil, sur rapport du Collège.

Elle est notifiée sans délai à l'intéressé, soit par lettre recommandée à la poste, soit par la remise contre accusé de réception. A défaut de notification dans les dix jours ouvrables, elle est réputée rapportée.

La notification fait mention des recours prévus par la loi ou par le décret et du délai dans lequel ceux-ci peuvent être exercés.

§ 2. L'agent dispose d'un délai de trente jours prenant cours le premier jour ouvrable qui suit la notification de la décision de le démettre d'office pour inaptitude professionnelle, pour saisir, par pli recommandé, la Chambre de recours visée à l'article L1218-1 et suivants.

La Chambre de recours émet un avis motivé à l'attention du Gouvernement sur la délibération du Conseil provincial portant décision de démission d'office pour inaptitude professionnelle. Cet avis est "favorable" ou "défavorable". Il est rendu et notifié, accompagné du dossier complet, dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la décision.

La saisine de la Chambre de recours est suspensive de la décision du Conseil provincial jusqu'à la décision du Gouvernement ou jusqu'à l'expiration du délai imparti au Gouvernement pour statuer.

§ 3. En l'absence de saisine de la Chambre de recours dans le délai imparti, le Conseil provincial adresse sa délibération au Gouvernement. Les Titres I^{er} et II du Livre premier de la Troisième Partie du présent Code sont d'application.

La décision de démission d'office pour inaptitude professionnelle est suspendue jusqu'à l'expiration du délai de trente jours visé au paragraphe 2, alinéa 1^{er}."

Art. 6. L'article 1523-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est complété par la disposition suivante :

"Il est évalué et peut être démis d'office pour inaptitude professionnelle dans les conditions du chapitre V du Titre I^{er} du Livre II du la Première Partie du Code."

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon, 963 (2008-2009). N^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique 30 avril 2009.

Discussion - Votes.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2371

[2009/202863]

30. APRIL 2009 — Dekret mit Vorschriften für den lokalen öffentlichen Dienst (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel L1212-1, Absatz 1, 1^o des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"1^o der Stellenplan, die Anwerbs- und Beförderungsbedingungen sowie die Bedingungen und das Verfahren für die Bewertung der Bediensteten der Gemeinden."

Art. 2 - Buch II, Titel 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird durch ein Kapitel VII mit dem Titel "Berufsuntauglichkeit" ergänzt.

Dieses wird durch die folgenden Artikel ergänzt:

"Art. L1217-1 - Der Rat kann die Entlassung von Amts wegen der in Artikel L1215-8 genannten Bediensteten der Gemeinde aufgrund von Berufsuntauglichkeit als Folge einer negativen Beurteilung vorsehen.

Der Gemeinderat legt allgemein die Modalitäten für die Berechnung und die Auszahlung der dem Bediensteten gezahlten Abgangsentschädigung fest. Diese Entschädigung steht im Verhältnis zu dem Dienstalter des Bediensteten in der Gemeinde und darf in keinem Fall geringer sein als:

- drei Monate Gehalt für die Bediensteten, die wenigstens zehn Dienstjahre innerhalb der Gemeinde oder des ÖSHZ desselben Amtsgebiets aufweisen können;

- sechs Monate Gehalt für die Bediensteten, die zwischen zehn und zwanzig Dienstjahre innerhalb der Gemeinde oder des ÖSHZ desselben Amtsgebiets aufweisen können;

- neun Monate Gehalt für die Bediensteten, die mehr als zwanzig Dienstjahre innerhalb der Gemeinde oder des ÖSHZ desselben Amtsgebiets aufweisen können;

Art. L1217-2 - § 1. Der Beschluss, einen Bediensteten aufgrund von Berufsuntauglichkeit von Amts wegen zu entlassen, wird durch den Rat auf der Grundlage eines Gutachtens des Kollegiums und nach Anhörung verkündet.

Er wird dem Betreffenden unverzüglich mitgeteilt, entweder durch ein bei der Post aufgegebenes Einschreiben, oder durch Übergabe gegen eine Empfangsbestätigung. In Ermangelung einer Notifizierung innerhalb von zehn Arbeitstagen gilt der Beschluss als ausgesetzt.

Die Mitteilung der Entscheidung erwähnt die vorgesehenen Widersprüche und die Frist, in der sie eingelegt werden können.

§ 2. Der Bedienstete verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem ersten Arbeitstag nach der Notifizierung des Beschlusses, ihn aufgrund von Berufsuntauglichkeit von Amts wegen zu entlassen, um die in Artikel L1218-1 ff. erwähnte Beschwerdekammer anzurufen.

Die Beschwerdekammer übermittelt der Regierung ein Gutachten zu dem Beschluss des Gemeinderates über die Entlassung von Amts wegen aufgrund von Berufsuntauglichkeit. Dieses Gutachten fällt entweder "günstig" oder "ungünstig" aus. Es wird innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang des Beschlusses gemeinsam mit der vollständigen Akte abgegeben und mitgeteilt.

Die Befassung der Beschwerdekammer setzt den Beschluss des Gemeinderates so lange aus, bis die Regierung ihren Beschluss gefasst hat, oder bis die Frist, über die die Regierung zur Beschlussfassung verfügt, abgelaufen ist.

§ 3. Wird die Beschwerdekammer nicht innerhalb der vorgesehenen Frist befasst, übermittelt der Gemeinderat seinen Beschluss der Regierung. Die Titel I und II des ersten Buches des dritten Teils des vorliegenden Kodex sind anwendbar.

Der Beschluss einer Entlassung von Amts wegen aufgrund von Berufsuntauglichkeit wird ausgesetzt, bis die in Paragraph 2, Absatz 1 angeführte Frist von dreißig Tagen abgelaufen ist."

Art. 3 - Buch II, Titel 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird durch ein Kapitel VIII mit dem Titel "Beschwerdekammer" ergänzt.

Dieses Kapitel wird durch die folgenden Artikel ergänzt:

"Art. L1218-1 - Eine auf regionaler Ebene zuständige Beschwerdekammer wird eingerichtet, um über die Beschwerden gegen Beschlüsse zur Entlassung von Amts wegen aufgrund von Berufsuntauglichkeit zu befinden.

Art. L1218-2 - § 1. Die Beschwerdekammer setzt sich zusammen aus:

1° einem Vorsitzenden und drei stellvertretenden Vorsitzenden;

2° sechs ordentlichen und sechs stellvertretenden Beisitzern.

Der Kammer stehen ein ordentlicher Schriftführer und ein stellvertretender Schriftführer zur Seite.

§ 2. Der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende werden von der Regierung unter den effektiven Magistraten oder den Ehrenmagistraten bezeichnet.

Zwei ordentliche Beisitzer und zwei stellvertretende Beisitzer werden von der "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie) bezeichnet.

Ein ordentlicher Beisitzer und ein stellvertretender Beisitzer werden von der "Association des provinces wallonnes" (Vereinigung der Provinzen der Wallonie) bezeichnet.

Drei ordentliche und drei stellvertretende Beisitzer werden von den repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen im Sinne des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen, bezeichnet.

Die bezeichneten Beisitzer müssen von der Regierung zugelassen werden. Eine Verweigerung der Zulassung wird dem Ausschuss C unterbreitet.

Der ordentliche und der stellvertretende Schriftführer werden von den Regierungen unter den Bediensteten der Stufe 1 der Einrichtung bezeichnet.

Art. L1218-3 - Die Beschwerdekammer legt ihre Geschäftsordnung fest, die von der Regierung genehmigt wird.

In der inneren Dienstordnung wird die Arbeitsmethodologie vorgesehen.

Unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen und Modalitäten wird den Mitgliedern der Beschwerdekammer ein Anwesenheitsgeld gewährt.

Art. L1218-4 - Der Beschwerdeführer hat das Recht, aus triftigen Gründen die Ablehnung eines jeglichen Beisitzers zu beantragen. Der Vorsitzende lehnt den Beisitzer, dessen Unparteilichkeit in Frage gestellt werden könnte, ab.

Art. L1218-5 - Die Beschlüsse der Beschwerdekammer sind nur dann gültig, wenn mindestens fünf Mitglieder anwesend sind, d.h. der Vorsitzende oder stellvertretende Vorsitzende und vier Beisitzer, und zwar zwei von den Gewerkschaftsorganisationen bezeichnete Beisitzer und zwei von der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie und der Vereinigung der Provinzen der Wallonie bezeichnete Beisitzer.

Art. L1218-6 - Der Schriftführer fordert unmittelbar die vollständige Akte bei dem Urheber des Beschlusses an, der sie der Kammer unverzüglich übermittelt. Die zusätzlichen beantragten Schriftstücke und Informationen werden ebenfalls postwendend übermittelt.

Art. L1218-7 - § 1. Der Bedienstete wird mindestens fünfzehn Tage vor seinem Erscheinen vor der Beschwerdekammer durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Rückschein vorgeladen.

Diese Vorladung umfasst folgende Angaben:

1° den Ort, den Tag sowie die Uhrzeit der Anhörung;

2° das Recht des Bediensteten, sich von einer Person seiner Wahl beistehen zu lassen, die jedoch in keiner Weise der Beschwerdekammer angehören darf;

3° den Ort, an dem die Akte eingesehen werden kann und die Tage und Uhrzeiten, an denen diese Einsichtnahme erfolgen kann;

4° das Recht, die Vernehmung von Zeugen zu beantragen.

§ 2. Ab dem Eingang der Vorladung vor der Beschwerdekammer bis zu dem Tag vor dem Erscheinen kann der Bedienstete die Verwaltungsakte einsehen und, wenn er es wünscht, der Beschwerdekammer die Verteidigungsmittel schriftlich übermitteln.

Art. L1218-8 - § 1. Außer in Fällen höherer Gewalt oder mit der Zustimmung der Beschwerdekammer erscheint der Bedienstete persönlich und darf er nicht darauf verzichten.

§ 2. Der Bedienstete, der wegen höherer Gewalt oder mit der Zustimmung der Beschwerdekammer nicht in der Lage war, persönlich zu erscheinen, wird unmittelbar erneut vorgeladen.

Art. L1218-9 - Die Beschwerdekammer kann von Amts wegen oder auf Antrag des Bediensteten beschließen, Zeugen zu vernehmen.

Die Vernehmung der Zeugen erfolgt in Anwesenheit des Bediensteten.

Art. L1218-10 - Es wird ein Protokoll der Anhörung aufgestellt, das wahrheitsgetreu die Stellungnahmen der angehörten Person wiedergibt.

Das Protokoll der Anhörung wird dem Bediensteten innerhalb von 8 Tagen nach seinem Erscheinen zugestellt, zusammen mit der Aufforderung, es zu unterzeichnen, und seine etwaigen Bemerkungen mitzuteilen.

Der Bedienstete sendet das Protokoll mit seinen etwaigen Bemerkungen binnen 8 Tagen nach der Zustellung zurück. Mangels dessen gilt das Protokoll als endgültig.

Wenn der Betreffende schriftlich verzichtet hat, angehört zu werden, oder wenn er nicht zur Anhörung erschienen ist, erstellt die Beschwerdekammer ein Protokoll über den Verzicht bzw. über das Nichterscheinen.

Das Protokoll über das Erscheinen, über den Verzicht darauf oder das Nichterscheinen zählt alle auf der Grundlage des vorliegenden Kodex erforderlichen Verfahrenshandlungen auf und gibt an, ob jede von ihnen ausgeführt worden ist.

Art. L1218-11 - § 1. Auf der Grundlage des in artikel L1217-2, § 2 erwähnten Gutachtens oder falls die Beschwerdekammer innerhalb der ihr dazu zur Verfügung stehenden Frist kein Gutachten abgeben und notifiziert, kann die Regierung den Beschluss des Rates zur Entlassung von Amts wegen aufgrund von Berufsuntauglichkeit aufheben, falls dieser Beschluss gegen das Gesetz verstößt oder das allgemeine Interesse verletzt.

§ 2. Die Regierung fasst einen Beschluss und teilt ihn dem Rat, dem Bediensteten oder der Beschwerdekammer innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Gutachtens und der Akte oder in Ermangelung dessen der Beratung des Rates, der die vollständige Akte beiliegt. Sie kann diese Frist ein einziges Mal für eine Höchstdauer von fünfzehn Tagen verlängern.

Nach Ablauf dieser Frist ist die Regierung nicht mehr berechtigt, den Beschluss der Entlassung von Amts wegen aufzuheben. In Ermangelung einer Aufhebung durch die Regierung innerhalb der in § 2 erwähnten Frist, wird der Beschluss der Entlassung von Amts wegen völlig und uneingeschränkt wirksam.

§ 3. Die Artikel L3112-1, 3113-1 et 2 et 3115-1 et 2 sind anwendbar."

Art. 4 - Artikel L2212-45 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung wird wie folgt ergänzt:

"Er legt die Bedingungen und das Verfahren zur Beurteilung der Bediensteten der Provinz fest und ist berechtigt, die Entlassung von Amts wegen der Bediensteten der Provinz aufgrund von Berufsuntauglichkeit vorzusehen.

Der Provinzialrat legt allgemein die Modalitäten für die Berechnung und die Auszahlung der dem Bediensteten gezahlten Abgangsentschädigung fest. Diese Entschädigung steht im Verhältnis zu dem Dienstalter des Bediensteten in der Provinz und darf in keinem Fall geringer sein als:

- drei Monate Gehalt für die Bediensteten, die wenigstens zehn Dienstjahre innerhalb der Provinz aufweisen können;
- sechs Monate Gehalt für die Bediensteten, die zwischen zehn und zwanzig Dienstjahre innerhalb der Provinz aufweisen können;
- neun Monate Gehalt für die Bediensteten, die mehr als zwanzig Dienstjahre innerhalb der Provinz aufweisen können."

Art. 5 - In Titel II, Kapitel 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird ein Artikel L2221-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L2221-2 - § 1. Der Beschluss, einen Bediensteten aufgrund von Berufsuntauglichkeit von Amts wegen zu entlassen, wird durch den Rat auf der Grundlage eines Gutachtens des Kollegiums und nach Anhörung verkündet.

Er wird dem Betreffenden unverzüglich mitgeteilt, entweder durch ein bei der Post aufgegebenes Einschreiben, oder durch Übergabe gegen eine Empfangsbestätigung. In Ermangelung einer Notifizierung innerhalb von zehn Arbeitstagen gilt der Beschluss als ausgesetzt.

Die Mitteilung der Entscheidung erwähnt die vorgesehenen Widersprüche und die Frist, in der sie eingelegt werden können.

§ 2. Der Bedienstete verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem ersten Arbeitstag nach der Notifizierung des Beschlusses, ihn aufgrund von Berufsuntauglichkeit von Amts wegen zu entlassen, um die in Artikel L1218-1 ff. erwähnte Beschwerdekammer anzurufen.

Die Beschwerdekammer übermittelt der Regierung ein Gutachten zu dem Beschluss des Provinzialrates über die Entlassung von Amts wegen aufgrund von Berufsuntauglichkeit. Dieses Gutachten fällt entweder "günstig" oder "ungünstig" aus. Es wird innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang des Beschlusses gemeinsam mit der vollständigen Akte abgegeben und mitgeteilt.

Die Befassung der Beschwerdekammer setzt den Beschluss des Provinzialrates so lange aus, bis die Regierung ihren Beschluss gefasst hat, oder bis die Frist, über die die Regierung zur Beschlussfassung verfügt, abgelaufen ist.

§ 3. Wird die Beschwerdekammer nicht innerhalb der vorgesehenen Frist befasst, übermittelt der Provinzialrat seinen Beschluss der Regierung. Die Titel I und II des ersten Buches des dritten Teils des vorliegenden Kodex sind anwendbar.

Der Beschluss einer Entlassung von Amts wegen aufgrund von Berufsuntauglichkeit wird ausgesetzt, bis die in Paragraph 2, Absatz 1 angeführte Frist von dreißig Tagen abgelaufen ist."

Art. 6 - Artikel L2212-45 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung wird wie folgt ergänzt:

"Er wird einer Beurteilung unterzogen und kann unter den in Buch II, Titel I, Kapitel II des ersten Teils des Kodex festgelegten Bedingungen aufgrund von Berufsuntauglichkeit von Amts wegen entlassen werden."

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 30. April 2009

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung

M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes

Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung

M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit

D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Sitzung 2008-2009*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 963 (2008-2009). Nr. 1 und 2

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 30. April 2009

Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2371

[2009/202863]

30 APRIL 2009. — Decreet houdende bepalingen inzake het plaatselijk overheidspersoneel (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel L1212-1, lid 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt 1° vervangen als volgt :

"1° de personeelsformatie, de voorwaarden inzake werving en bevordering en de voorwaarden en de procedure inzake de beoordeling van het gemeentepersoneel."

Art. 2. In Boek II, titel één, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt er een hoofdstuk VII toegevoegd, met als opschrift "Beroepsonbekwaamheid".

Het wordt aangevuld met volgende artikelen :

"Art. L1217-1. De Raad kan voorzien in het ontslag van ambtswege van het gemeentepersoneel bedoeld in artikel L1215-8 wegens beroepsonbekwaamheid als negatief gevolg van de beoordeling.

De gemeenteraad stelt op algemene wijze de nadere regels vast voor de berekening en de vereffening van de vertrekvergoeding die aan het personeelslid wordt gestort. De vergoeding dient in verhouding te staan tot de anciënniteit van het personeelslid in de gemeente en mag geenszins lager zijn dan :

- drie maanden wedde voor de personeelsleden met minder dan tien jaar dienstanciënniteit in de gemeente of het O.C.M.W. van éénzelfde ambtsgebied;

- zes maanden wedde voor de personeelsleden met tussen tien en twintig jaar dienstanciënniteit in de gemeente of het O.C.M.W. van éénzelfde ambtsgebied;

- negen maanden wedde voor de personeelsleden met meer dan twintig jaar dienstanciënniteit in de gemeente of het O.C.M.W. van éénzelfde ambtsgebied.

Art. L1217-2. § 1. De beslissing om een personeelslid van ambtswege af te zetten wegens beroepsonbekwaamheid wordt na verhoor uitgesproken door de Raad op verslag van het college.

Daarvan wordt onverwijld aan de betrokkene kennis gegeven, ofwel bij ter post aangetekend schrijven ofwel tegen afgifte van een bewijs van ontvangst. Indien de kennisgeving binnen de tien werkdagen uitblijft, wordt ze geacht ingetrokken te zijn.

In de kennisgeving van de beslissing wordt melding gemaakt van het hoger beroep bepaald bij wet of decreet en van de termijn waarin het hoger beroep kan worden ingesteld.

§ 2. Het personeelslid beschikt over een termijn van dertig dagen ingaand de eerste werkdag volgend op de kennisgeving van de beslissing om het wegens beroepsonbekwaamheid af te zetten, om zijn aangelegenheid bij aangetekende zending aanhangig te maken bij de Kamer van beroep bedoeld in artikel L1218-1 en volgende.

De Kamer van beroep brengt een gemotiveerd advies uit ten behoeve van de Regering op de beraadslaging en het besluit van de gemeenteraad waarbij tot het ontslag van ambtswege wegens beroepsonbekwaamheid beslist wordt. Dat advies is "gunstig" of "ongunstig". Het wordt uitgebracht en medegedeeld, samen met het volledige dossier, binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van de beslissing.

De aanhangigmaking bij de Kamer van beroep schort de beslissing van de gemeenteraad op tot aan de beslissing van de Regering of tot aan het verstrijken van de termijn die de Regering opgelegd wordt om uitspraak te doen.

§ 3. Indien de aangelegenheid niet aanhangig gemaakt wordt bij de Kamer van beroep binnen de voorgeschreven termijn, richt de gemeenteraad zijn beraadslaging en besluit aan de Regering. De Titels I en II van Boek I van het derde deel van dit Wetboek zijn van toepassing.

De beslissing tot ontslag van ambtswege wegens beroepsonbekwaamheid wordt geschorst tot aan het verstrijken van de termijn van dertig dagen bedoeld in paragraaf 2, lid 1."

Art. 3. In Boek II, Titel I, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt er een hoofdstuk VIII, met als opschrift "Kamer van beroep" toegevoegd.

Het wordt aangevuld met volgende artikelen :

"Art. L1218-1. Er wordt een gewestelijke Kamer van beroep, bevoegd om kennis te nemen van de beroepen tegen de beslissingen tot ontslag van ambtswege wegens beroepsonbekwaamheid" opgericht.

Art. L1218-2. § 1. De Kamer van beroep bestaat uit :

1° één voorzitter en één ondervoorzitter;

2° zes gewone bijzitters en zes plaatsvervangende bijzitters.

Ze wordt bijgestaan door een gewone griffier en een plaatsvervangende griffier.

§ 2. De voorzitter en de ondervoorzitter worden door de Regering aangewezen uit de gewone of eremagistraten.

Twee gewone en twee plaatsvervangende bijzitters worden aangewezen door de Unie van steden en gemeenten van Wallonië.

Een gewone en een plaatsvervangende bijzitter worden aangewezen door de Vereniging van de Waalse provincies.

Drie gewone en plaatsvervangende bijzitters worden aangewezen door de representatieve beroepsorganisaties in de zin van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

De aangewezen bijzitters worden erkend door de Regering. De erkenningsweigering wordt voorgelegd aan Comité C.

De gewone en de plaatsvervangende griffier worden door de Regering aangewezen uit de personeelsleden van niveau I van het Gewest.

Art. L1218-3. De Kamer van beroep maakt haar huishoudelijk reglement op en onderwerpt het aan de goedkeuring van de Regering.

Het huishoudelijk reglement bepaalt de werkmethode.

Onder de voorwaarden en volgens de nadere regels vastgelegd door de Regering krijgen de leden van de Kamer van beroep aanwezigheidsgeld.

Art. L1218-4. De verzoeker heeft het recht om, om wettige redenen, om de wraking van elke bijzitter te verzoeken. De voorzitter wraakt de bijzitter aan wiens onpartijdigheid getwijfeld zou kunnen worden.

Art. L1218-5. De Kamer van beroep beraadslaagt slechts rechtsgeldig met minstens vijf leden, namelijk de voorzitter of een ondervoorzitter, vier bijzitters onder welke twee vertegenwoordigers van de beroepsorganisaties en twee vertegenwoordigers van de Unie der steden en gemeenten en de Vereniging van de Waalse provincies.

Art. L1218-6. De griffier vraagt onmiddellijk het volledige dossier van de aangelegenheid op aan de beslissingnemer, die het dossier onverwijld overmaakt aan de kamer. De opgevraagde aanvullende stukken en gegevens worden eveneens per kerende post overgemaakt.

Art. L1218-7. § 1. Minstens vijftien dagen voor diens verhoor voor de kamer van beroep wordt het personeelslid bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst opgeroepen.

De oproeping vermeldt :

1° de plaats, de dag en het uur van de hoorzitting;

2° het recht van het personeelslid om zich te laten bijstaan door een persoon van zijn keuze, die evenwel in geen enkel opzicht deel mag uitmaken van de kamer;

3° de plaats waar en de dagen en uren waarop inzage in het dossier verleend wordt;

4° het recht om te vragen dat getuigen gehoord worden.

§ 2. Vanaf de ontvangst van de oproeping tot aan de dag voor de dag van de hoorzitting mag het personeelslid het dossier inzien en schriftelijk, indien hij dat wenst, zijn verweermiddelen overmaken aan de kamer van beroep.

Art. L1218-8. § 1. Behoudens geval van overmacht of instemming door de kamer van beroep verschijnt het personeelslid in persoon en mag daar niet van afzien.

§ 2. Het personeelslid dat niet is kunnen verschijnen in persoon wegens geval van overmacht of instemming door de kamer van beroep wordt onmiddellijk wederopgeroepen.

Art. L1218-9. De kamer van beroep kan beslissen om, van ambtswege of op verzoek van het personeelslid, getuigen te horen.

De hoorzitting van de getuigen vindt in het bijzijn van het personeelslid plaats.

Art. L1218-10. Van de hoorzitting wordt een proces-verbaal opgemaakt waarbij de verklaringen van de gehoorde persoon getrouw worden weergegeven.

Als het proces-verbaal wordt opgemaakt na afloop van de hoorzitting, wordt er kennis van gegeven aan het personeelslid binnen de acht dagen na verschijning, met verzoek om het te ondertekenen en zijn eventuele opmerkingen over te maken.

Het personeelslid zendt het proces-verbaal met zijn eventuele opmerkingen binnen de acht dagen na kennisgeving ervan terug. Bij ontstentenis wordt het proces-verbaal definitief.

Als betrokkene schriftelijk ervan afgezien heeft gehoord te worden of niet op de hoorzitting verschenen is, stelt de kamer van beroep al naar gelang een proces-verbaal op van weigering of van niet-verschijning.

Het proces-verbaal van de hoorzitting, van weigering of van niet-verschijning bevat de opsomming van alle procedure-akten vereist bij dit Wetboek en vermeldt of elke ervan vervuld is.

Art. L1218-11. § 1. Op grond van het advies bedoeld in artikel L1217-2, § 2, of bij gebrek aan advies uitgebracht en medegedeeld door de kamer van beroep binnen de haar opgelegde termijn, kan de Regering de beslissing van de raad tot ontslag van ambtswege wegens beroepsonbekwaamheid vernietigen indien ze de wet schendt of het algemeen belang schaadt

§ 2. De Regering treft haar beslissing en geeft er kennis van aan de raad, aan het personeelslid en aan de kamer van beroep binnen de dertig dagen na ontvangst van het advies en van het dossier of, bij gebreke, van de beraadslaging van de raad samen met het volledige dossier. Ze kan die termijn één enkele keer verlengen met een maximumduur van vijftien dagen.

Als die termijn eenmaal verstreken is, kan de Regering de beslissing tot ontslag van ambtswege niet meer vernietigen. Bij gebreke van vernietiging door de Regering binnen de termijn bedoeld in § 2, heeft de beslissing tot ontslag van ambtswege volkomen gevolg.

§ 3. De artikelen L3112-1, 3113-1 en 2 et 3115-1 en 2 zijn van toepassing."

Art. 4. Artikel L2221-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie, wordt aangevuld als volgt:

"Hij stelt de voorwaarden en de procedure voor de evaluatie van de personeelsleden van de provincie vast en kan voorzien in het ontslag van ambtswege wegens beroepsonbekwaamheid van de personeelsleden van de provincie.

De provincieraad stelt op algemene wijze de nadere regels vast voor de berekening en de vereffening van de vertrekvergoeding gestort aan het personeelslid. De vergoeding dient in verhouding te staan tot de anciënniteit van het personeelslid in de provincie en mag in geen enkel geval lager zijn dan :

- drie maanden wedde voor de personeelsleden met minder dan tien jaar dienstanciënniteit in de provincie;
- zes maanden wedde voor de personeelsleden die tussen tien en twintig jaar dienstanciënniteit hebben in de provincie;
- negen maanden wedde voor de personeelsleden die meer dan twintig jaar dienstanciënniteit hebben in de provincie."

Art. 5. In Titel II, hoofdstuk I, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt er een artikel L2221-2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L2221-2. § 1. De beslissing om een personeelslid van ambtswege af te zetten wegens beroepsonbekwaamheid wordt na hoorzitting uitgesproken door de Raad na verslag van het College.

Daarvan wordt onverwijld kennis gegeven aan betrokkene, ofwel bij ter post aangetekend schrijven, ofwel bij overmaking met een bericht van ontvangst. Bij gebreke van kennisgeving binnen de tien werkdagen wordt ze geacht ingetrokken te zijn.

De kennisgeving maakt gewag van de beroepsmogelijkheden bepaald bij de wet of het decreet en van de termijn waarin deze uitgeoefend kunnen worden.

§ 2. Het personeelslid beschikt over een termijn van dertig dagen ingaand de eerste werkdag volgend op de kennisgeving van de beslissing om het van ambtswege af te zetten wegens beroepsonbekwaamheid om bij aangetekend schrijven de aangelegenheid aanhangig te maken bij de kamer van beroep bedoeld in artikel 1218-1 en volgende.

De kamer van beroep brengt een gemotiveerd advies uit ten behoeve van de Regering over de beraadslaging en het besluit van de provincieraad houdende beslissing tot ontslag van ambtswege wegens beroepsonbekwaamheid. Dat advies is "gunstig" of "ongunstig". Het wordt uitgebracht en medegedeeld, samen met het volledige dossier, binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van de beslissing.

Het aanhangig maken van de zaak bij de Kamer van beroep schort de beslissing van de provincieraad op tot aan de beslissing van de Regering of tot aan het verstrijken van de termijn die de Regering is opgelegd om zich uit te spreken.

§ 3. Bij gebreke van aanhangigmaking van de aangelegenheid bij de kamer van beroep binnen de voorgeschreven termijn, richt de provincieraad haar beraadslaging en besluit aan de Regering. De Titels I en II van Boek I van het derde deel van dit Wetboek zijn van toepassing.

De beslissing tot ontslag van ambtswege wegens beroepsonbekwaamheid wordt opgeschort tot aan het verstrijken van de termijn van dertig dagen bedoeld in paragraaf 2, lid 1."

Art. 6. Artikel 1523-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt aangeuld als volgt :

"Hij wordt beoordeeld en kan van rechtswege afgezet worden wegens beroepsonbekwaamheid onder de voorwaarden van hoofdstuk V van titel I van Boek II van het eerste deel van het Wetboek."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Opgemaakt te Namen op 30 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement, 963 (2008-2009). Nrs 1 tot 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 30 november 2009.

Bespreking - Stemmingen.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2372

[2009/202853]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant l'entrée en vigueur du décret du 30 avril 2009 modifiant le décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication tel que remplacé par le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication notamment, l'article 7, § 3;

Vu le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu le décret du 30 avril 2009 modifiant le décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication tel que remplacé par le décret du 6 novembre 2008, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009;

Sur la proposition du Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.